



La réforme territoriale

Questions posées au monde associatif

Mutations territoriales

Enjeux pour la coopération,

la contractualisation

Emmanuel Bioteau

ESO-Angers (CNRS), Université d'Angers

Master Chargé de Développement : Entreprises et Territoires

Licence Projet de Développement des Territoires / Economie Sociale et Solidaire

emmanuel.bioteau@univ-angers.fr



Bilan de l'évolution vers la loi NOTRe

- (1) Visions très productives de l'entrepreneuriat
- (2) Confusions entre ruralité(s) et campagnes
- (3) Avec la RGPP, développement marchés publics
Comment organiser les modes de gouvernance
dans les territoires ?



1.

Etat des lieux sur la réforme territoriale

Les recompositions en cours

« *Face émergée de l'iceberg* » / Ce que l'on en voit

Loi MAPTAM (27 janvier 2014)

Modernisation de l'Action Publique Territoriale et Affirmation des Métropoles

Loi NOTRe (7 août 2015)

Nouvelle Organisation Territoriale de la République

...à retenir également :

Loi ALUR (24 mars 2014)

Accès au Logement et Urbanisme Rénové

Loi ESS (31 juillet 2014)



Etat des lieux

Région

des re compositions en cours

La région est seule compétente pour décider des interventions économiques dans son territoire.

Elle détient le monopole des aides directes aux entreprises

Elle met en œuvre un schéma régional prescriptif de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII).

Les communes, leurs groupements et les départements peuvent agir dans le cadre de conventions régionales.



Etat des lieux

Département

des re compositions en cours

Quelles compétences ?

Centrés sur la « solidarité sociale »

Réaffirmation de la compétence de prévention et de prise en charge des situations de fragilité.

Attention portée aux territoires ruraux

Pilotage du RSA et de l'aide sociale.

Ils sont également centrés sur la « solidarité territoriale » :
...offre d'ingénierie pour accompagner communes et EPCI
...moyennant service rétribué (sauf exceptions de taille)



Etat des lieux

Commune

des re compositions en cours

Quelles compétences ?

La clause de compétence générale est supprimée pour les départements et les régions.
(était introduite par le droit à l'expérimentation en 2002)

La commune seule dispose de cette clause...
...pour agir en réponse à tous les besoins du quotidien des citoyens

Développement accru des Maisons de Services au Public
(aides directes notamment, guichet unique, animation...)



Une nouvelle cartographie ?

Développement d'agences locales ?

Opportunités de **faire avec** les nouveaux échelons
(accès à la contractualisation qui suppose une présence)

Intégrer les dispositifs territorialisés : **nouveau rôle de conseil** dans l'accompagnement des projets de territoires

Vers un nouveau champ d'application ?
(ce que la loi ESS – Partie 1 - introduit)

Vers de nouveaux fonds de soutien, alimentés et animés
aux échelons locaux (communaux, intercommunaux) et/ou
régionaux (déjà le cas – mais déploiement accru) !

Opportunité la plus certaine ici.



2. Perdus dans la carte?

Comment (essayer vaillamment de)
s'y retrouver



Questions basiques (pas tant que ça...)

Qui fait quoi où ?

Comment être partout, pour tous,
pour tout ?



Réponses évidentes ? (pas tant que ça...)

Faire ensemble :

- Interterritorialité (territoires ensemble)
- Partenariats (acteurs ensemble)

Triples réseaux : thématiques,
territoriaux, thématico-territoriaux



3.

Scenarii prospectifs.
Evolutions potentielles des
partenariats

Questions s'ajoutant aux
précédentes

(re) Penser le rapport aux espaces ruraux

Quid des tissus productifs locaux en milieu rural ?

Comment adapter la GPECT aux réalités rurales ?

Comment (re)Penser l'articulation urbain/rural ?

Par la loi NOTRe :

*évolution des territoires **et** évolution de la démocratie locale*

(Communes nouvelles : quid des échelons délégués ?)

(Comment accompagner les producteurs de projets dans ce diptyque réforme territoriale et de la démocratie ?)



Regards portés sur la réforme

Regards d'élus locaux (interviews)

Diminution DGF : recentrage sur compétences obligatoires

Incitation à repérimétrage et suppression des syndicats

Facturation des services d'ingénierie des départements :

- Investir dans des équipes techniques
- Accroissement de la contractualisation / externalisation

L'agrément comme norme relationnelle future.

Dispositifs de type PPP...

Questionner l'ancrage dans les systèmes d'acteurs locaux

Constituer des solidarités socio-économiques locales

- Penser l'encastrement socio-économique et local
- Interrelations et échanges avec l'environnement immédiat qui créent la territorialité

Participer au(x) projet(s) de territoire(s) : réseaux

- Réaffirmer le projet d'association dans le territoire...
- ...où se pose la question des appels d'offre

Repenser les échelles de coordination : travail politique



Synthèse

« Réformes territoriales »

.Des territorialités naissantes (construits sociaux)
mais ne pas oublier

.Une attention particulière à porter au « rural »
= Quels ancrages territoriaux privilégier ?

.Face au recours accru des collectivités et établissements publics aux agréments et aux partenariats (SemOp, Fondations, SCIC...)
= Quels statuts, demain, pour un « partenaire » associatif ancré localement ?